

Référence  
client

Commande n° 85879

Entreprise

**CBRE GWS FRANCE SAS  
SGAR SAS - BOSC MESNIL  
Station Shell - fr/1891  
A28 / Aire de Maucombe  
76680 BOSC MESNIL**

## Contrôle des installations classées soumises à déclaration

Adresse  
de  
facturation

**CBRE GWS FRANCE SAS  
134-142 RUE DANTON  
92300 LEVALLOIS PERRET**

Référence de  
l'installation

**Distribution GPL**

Périodicité

**Périodicité 5ans**

Dates de  
vérification

**Le 03/10/2019**

Rubrique

**Rubrique 1414.3**

Pièces jointes

Confer page "Annexe" du rapport

Nombres  
d'exemplaires

Ce rapport a été édité en 2  
exemplaires et expédié le 03/10/2019.

Intervenant(s)  
DEKRA  
INDUSTRIAL

**Marteaux Loïc**

Le corps du rapport (hors annexe ou pièces jointes) fait l'objet d'une réédition complète en cas de modification ou d'amendement du rapport. Chaque modification du corps du rapport génère un changement d'indice de révision. Cette édition annule et remplace les révisions d'indice inférieur. (\*) Révision 0 = première version.

**Reproduction partielle interdite sans  
accord de DEKRA**

Liste des sites et portée de l'accréditation  
disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



Date et visa de l'intervenant

03/10/2019



# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b>	<b>2</b>
<b>INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION</b>	<b>3</b>
INTRODUCTION	3
RAPPEL DE LA REGLEMENTATION	3
INSTALLATION CONTROLEE	5
Généralités	5
<b>CONTROLE DE L'INSTALLATION</b>	<b>6</b>
Prescriptions contrôlées	6
<b>DESCRIPTION DES NON-CONFORMITES</b>	<b>17</b>
SYNTHESE DES NON CONFORMITES	17
<b>ANNEXES</b>	<b>19</b>
LISTE DES DOCUMENTS PRESENTES	19
Tableau récapitulatif	19
COPIE DE LA DEMANDE ECRITE DE L'EXPLOITANT	21

# INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION

## INTRODUCTION

Ce contrôle est réalisé en application des dispositions de l'article L. 512-11 du code de l'environnement et selon les dispositions des articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement.

## RAPPEL DE LA REGLEMENTATION

- Arrêté du 30 Août 2010 (modifié en dernier lieu par décret du 9 décembre 2015) relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)
- les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 1414-3 (installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) sont soumises aux dispositions de l'annexe I. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations.
- Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations déclarées **à partir du 31 mars 2011**
- Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations déclarées **avant le 31 mars 2011** selon les délais suivants :

Au 31 mars 2011	Au 30 septembre 2011
1- dispositions générales (sauf 1.8)	2.7.2.1 – Prescriptions complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre service sans surveillance, relatives aux dispositifs de coupure générale. installations électriques
2.1 – Règles d'implantation : uniquement le troisième alinéa du C (écran)	2.13 – Installations connexes (deuxième détecteur et asservissement des électrovannes)
2.7 – Installations électriques (sauf 2.7.2.1)	4.2 – Moyens de secours contre l'incendie (alinéas 17,19 et 22 relatifs aux dispositifs automatiques de lutte contre l'incendie et de fermeture des électrovannes)
2.8 – Mise à la terre des équipements	4.9.7 – Prescriptions complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre service sans surveillance sur site.
2.9 – Rétention des installations	
2.12 – Aménagement et construction des appareils de distribution (sauf deuxième alinéa du 2.12.1 et premier alinéa du 2.12.3)	
2.13 – Installations connexes (sauf deuxième détecteur et asservissement des électrovannes)	
3 – Exploitation - entretien	
4 – Risques (sauf alinéas 17,19 et 22 du 4.2 et du 4.9.7)	
5 -Eau	
7 - Déchets	
8 – Bruit et vibrations	
9 – Remise en état	

- Les dispositions de l'annexe I sont également applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
- Sont dispensées du contrôle périodique les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) no 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et

d'audit ("EMAS"), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation

- Les non-conformités majeures (NCM) sont définies dans l'arrêté ministériel faisant l'objet du présent contrôle. A défaut, les écarts relevés doivent être considérés comme des autres non-conformités (ANC).
- Dans le cas de constat de non-conformité majeure, l'exploitant est tenu de remettre à l'organisme contrôle sous trois mois à compter de la réception du présent rapport un échéancier de mise en conformité et de solliciter un contrôle complémentaire, qui ne portera que sur les points de contrôle ayant donné lieu à une non-conformité majeure, dans un délai de 12 mois à compter de la réception du présent rapport. En cas de manquement ou de persistance de la NCM à l'issue du contrôle complémentaire, l'organisme agréé saisit l'autorité compétente.

# INSTALLATION CONTROLEE

## Généralités

EXPLOITANT				
Nom de l'exploitant	SHELL		Site	Station service de Maucombe
Adresse	SGAR SAS - BOSC MESNIL Station Shell - fr/1891 A28 / Aire de Maucombe			
Date de la demande (copie de la demande en annexe)	01/07/2019			
Date de déclaration de l'installation	29/12/2008	Date de mise en service de l'installation	2009	
Date du dernier contrôle	12/17/2012	Organisme et Contrôleur	DEKRA – Mr Dehouc	
Présentation des Arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de l'article L. 512-12 du Code de l'Environnement ou de l'article R. 512-52	Liste des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée : - Arrêté préfectoral du 29/12/2008 -			
Nombre de salariés de la structure contrôlée	(moins de 10 salariés) <input type="checkbox"/>	(entre 10 et 250 salariés) <input checked="" type="checkbox"/>	(plus de 250 salariés) <input type="checkbox"/>	Appartenance à un groupe <input checked="" type="checkbox"/>  Nom du groupe : SHELL
Site certifié ISO 14001	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>			

CONTROLE PERIODIQUE				
Rapport de contrôle n°	D1992703/1901 R003		Date du contrôle :	29/08/2019
Contrôleur	Marteaux Loïc		Type de contrôle	Périodique <input type="checkbox"/> Complémentaire <input checked="" type="checkbox"/>
Date d'émission du rapport	29/08/2019			
Type d'indépendance d'organisme au sens de la norme NF EN ISO/CEI 17020	A <input type="checkbox"/>	B <input type="checkbox"/>	C <input checked="" type="checkbox"/>	conception ou/et fabrication ou/et maintenance de la présente installation : oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>
Bilan du contrôle	Nombre de non conformités majeures : 1		Nombre des autres non conformités : 4	
Bilan du contrôle complémentaire	Nombre de non-conformités majeures maintenues : 0			

### Note importante :

Article R. 512-58 du code de l'environnement :

Pour chaque catégorie d'installation, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 du code de l'environnement fixent les modalités du contrôle périodique.

Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par ces arrêtés complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'à l'article R. 512-52 du code de l'environnement.

Pour l'ensemble des prescriptions concernées par le contrôle périodique, les points de contrôle sont imposés et la vérification porte exclusivement sur ces points de contrôle.

En conséquence, la conformité constatée du ou des points de contrôle liés à une prescription ne peut en aucun cas présumer de la conformité de la prescription dans son ensemble.

Remarque : Dans le rapport de contrôle, le terme "**observations**" est associé à une non-conformité (écart réglementaire) toutefois une note pourra être insérée pour rendre le rapport explicite à l'exploitant.

# CONTROLE DE L'INSTALLATION

## Prescriptions contrôlées

C : Conforme ; NCM : Non-conformité Majeure ; ANC : Autre Non-conformité ; SO : Sans Objet

CONSTAT						
Rubrique 1414	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Annexe I de l' Arrêté du 30/08/10 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)						

CONSTAT						
Rubrique 1414	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
<b>1. Dispositions générales</b> <b>1.4. Dossier installation classée</b>  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dossier de déclaration ;</li> <li>- les plans tenus à jour ;</li> <li>- « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ;</li> <li>- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;</li> <li>- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites ;</li> <li>- les documents prévus aux différents articles du présent arrêté.</li> </ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.						
- présentation de « la preuve de dépôt de la déclaration » et des prescriptions générales ;	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
- vérification du débit total au regard du débit déclaré ou de la masse de gaz de l'installation au regard de la masse déclarée.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
- vérification que le débit total ou la masse de gaz de l'installation est inférieur au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présentation des plans à jour d'éventuelles modifications (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présentation des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, s'il y en a.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

CONSTAT						
Rubrique 1414	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
<b>2. Implantation, aménagement</b> <b>2.1. Règles d'implantation</b> <i>Non applicable aux installations déclarées avant le 31 mars 2011</i>						
<p><b>a)</b> L'installation est implantée de telle façon que les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois des appareils de distribution, sont observées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 20 mètres d'un établissement recevant du public de la première à la 4e catégorie ;</li> <li>- 7 mètres d'un établissement recevant du public de la 5e catégorie (magasin de vente dépendant de l'installation, par exemple).</li> </ul> <p>Dans le cas particulier d'un appareil de distribution nautique, les distances susmentionnées sont respectivement portées à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 28 mètres au lieu de 20 mètres ;</li> <li>- 10 mètres au lieu de 7 mètres.</li> </ul> <p><b>b)</b> Une distance minimale de 9 mètres entre les parois des appareils de distribution et les limites de propriété est observée. Cette distance minimale est réduite à 5 mètres si la limite de propriété est une voie de communication publique.</p> <p>Les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois des appareils de distribution, sont également observées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 mètres des issues ou ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation ;</li> <li>- 5 mètres des parois des appareils de distribution d'hydrocarbures liquides. Cette distance n'est toutefois pas exigée si les conditions suivantes sont réunies : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les parties hydrauliques des appareils de distribution de gaz inflammable liquéfié et d'hydrocarbures liquides sont séparées par une cloison métallique assurant une bonne étanchéité. Si la paroi des appareils est étanche, elle peut jouer le rôle de cloison métallique ;</li> <li>- la distribution simultanée d'hydrocarbures liquides et de gaz inflammable liquéfié du même côté de l'îlot tel que défini au point 2.12 est impossible ;</li> <li>- 5 mètres des aires d'entreposage de bouteilles de gaz inflammable liquéfié ;</li> <li>- 9 mètres des bouches de remplissage, des événements et des parois d'un réservoir aérien d'hydrocarbures liquides, ou 5 mètres de bouches de remplissage et des événements d'un réservoir enterré d'hydrocarbures liquides ;</li> <li>- 9 mètres des bouches de remplissage, des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des parois d'un réservoir aérien de gaz inflammable liquéfié, ou cinq mètres des bouches de remplissage et des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes d'un réservoir enterré ou sous talus de gaz inflammable liquéfié.</li> </ul> </li> </ul> <p>Dans le cas particulier d'un appareil de distribution nautique et pour chaque cas sus-cité, les distances susmentionnées sont respectivement portées à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 7 mètres au lieu de 5 mètres ;</li> <li>- 13 mètres au lieu de 9 mètres.</li> </ul> <p><b>c)</b> Dans le cas particulier d'un appareil de distribution privatif, la distance par rapport aux parois d'un réservoir aérien de gaz inflammable liquéfié peut être de 4 mètres et de 6 mètres par rapport aux bouches de remplissage et aux orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes de ce réservoir, si l'appareil satisfait en plus les conditions suivantes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ses parois sont séparées par une distance minimale de 15 mètres des limites de propriétés et voies de communication publiques ;</li> </ul> <p><i>Applicable à toutes les installations</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- il est séparé du réservoir par un écran réalisé en matériaux de classe A1 ou A2 s1 d0 et disposant des propriétés REI 120 ;</li> </ul> <p><i>Non applicable aux installations déclarées avant le 31 mars 2011</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- il est situé sur un îlot spécifiquement dédié au gaz inflammable liquéfié ;</li> <li>- il est associé à une seule aire de remplissage ;</li> <li>- le réservoir de stockage qui lui est associé est d'une capacité telle qu'il n'est pas soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.</li> </ul> <p>Les distances d'éloignement prévues aux points 2.1.A et 2.1.B sont respectées entre les éléments internes aux limites du site pendant toute la durée d'exploitation de l'installation.</p>						
- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les établissements recevant du public internes aux limites du site (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008	
- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les limites de propriété (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008	



CONSTAT						
Rubrique 1414	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et une voie de communication publique (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008.	
- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les issues ou ouvertures de locaux administratifs ou techniques de l'installation (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008.	
- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les parois des appareils de distribution d'hydrocarbures liquides, sinon vérifier la présence d'une cloison métallique séparant les appareils de distribution de gaz inflammable liquéfié et d'hydrocarbures liquides et vérifier que la distribution simultanée d'hydrocarbures liquides et de gaz inflammable liquéfié du même côté de l'îlot, tel que défini au point 2.12 de la présente annexe, n'est pas possible (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008.	
- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les aires d'entreposage de bouteilles de gaz inflammable liquéfié (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008.	
- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les bouches de remplissage, les événements et les parois d'un réservoir aérien d'hydrocarbures liquides (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008.	
- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les bouches de remplissage et les événements d'un réservoir enterré d'hydrocarbures (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008.	
- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les bouches de remplissage, les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et les parois d'un réservoir aérien de gaz inflammable liquéfié (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008.	
- respect des distances entre les parois des appareils de distribution et les bouches de remplissage et les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes d'un réservoir enterré ou sous talus de gaz inflammable liquéfié (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008.	
<b>2.3. Interdiction de locaux habités ou occupés par des tiers ou habités au-dessus et au-dessous de l'installation</b>  L'installation n'est pas surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.						
- l'installation n'est pas surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		

CONSTAT						
Rubrique 1414	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
<b>2.7.1. Conception et suivi des installations électriques</b>						
<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>						
- présence de rapport justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
<b>2.7.2. Dispositif de coupure générale</b>						
<p>L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manoeuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique, à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution et la mise en sécurité de l'installation.</p> <p>Plus spécifiquement, pour un appareil de distribution privatif, son déclenchement agit sur la vanne de sectionnement aval du groupe de pompage mentionnée au point 2.13.</p> <p>Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.</p> <p>La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.</p>						
- présence d'un dispositif de coupure générale (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présentation du justificatif attestant de la réalisation de l'essai annuel de bon fonctionnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	Le justificatif d'essais du dispositif de coupure générale ne nous a pas été présenté. Coupure non autorisée	NCM 1
<b>2.7.2.1. Prescriptions complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance :</b>						
<p>Pour les installations en libre-service sans surveillance, ce dispositif de coupure générale peut être actionné à partir d'au moins deux commandes positionnées, pour la première, à proximité de l'appareil de distribution et, pour la deuxième, à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie permettant l'arrêt des pompes et la fermeture des électrovannes, afin d'isoler le circuit de distribution et la tuyauterie de distribution du réservoir de stockage. La manoeuvre du dispositif de coupure générale est retransmise, afin d'aviser une personne nommément désignée. La remise en service de l'installation ne peut se faire qu'après constat de l'absence de risque par le responsable.</p>						
- présence de deux commandes positionnées, pour la première, à proximité de l'appareil de distribution et, pour la deuxième, à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie et de fermeture automatique des électrovannes (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de libre-service sans surveillance.	

CONSTAT						
Rubrique 1414	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
<b>2.12. Aménagement et construction des appareils de distribution</b>						
<b>2.12.1. Aménagement de l'accès aux appareils de distribution</b>						
<p>Les pistes, les chenaux et les aires de stationnement des véhicules ou des bateaux en attente de remplissage sont disposés de façon que les véhicules ou les bateaux puissent évoluer en marche avant.</p> <p><i>Non applicable aux installations déclarées avant le 31 mars 2011</i></p> <p>Les pistes et les chenaux d'accès ne sont pas en impasse. Toutefois pour les appareils de distribution privatifs alimentant les chariots élévateurs de l'établissement, lorsque l'espace disponible pour la circulation des chariots ne leur permet pas d'évoluer exclusivement en marche avant, les pistes d'accès en impasse sont admises, sous réserve que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'appareil de distribution ne soit pas placé dans l'axe de marche du chariot ;</li> <li>- un dispositif mécanique au sol (rail, haricot en béton, plots, par exemple), infranchissable transversalement par le chariot, guide l'accès à l'appareil de distribution en marche arrière exclusivement, de sorte que le chariot évolue parallèlement à celui-ci lorsqu'il atteint l'aire de remplissage ;</li> <li>- des butées d'arrêt soient implantées ;</li> <li>- le remplissage ne soit effectué que chariot vide de chargement ;</li> <li>- une protection mécanique adéquate contre les heurts des objets manutentionnés dans l'environnement immédiat de l'appareil de distribution soit assurée.</li> </ul>						
- vérification de l'aménagement et de la construction des appareils de distribution (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation a été déclarée en 2008.	
<b>3. Exploitation, entretien</b>						
<b>3.2. Contrôle de l'utilisation des appareils de distribution</b>						
<p>Sauf dans le cas d'une exploitation en libre-service, l'utilisation des appareils de distribution de gaz inflammables liquéfiés est assurée par un agent d'exploitation nommément désigné par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>Dans le cas d'une exploitation en libre-service, un agent d'exploitation ou une société spécialisée est en mesure d'intervenir rapidement en cas d'alarme.</p> <p>La distribution nautique de gaz inflammables liquéfiés en libre-service est interdite.</p> <p>Une formation du personnel lui permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation ;</li> <li>- de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques ;</li> <li>- de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et de mettre en œuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées.</li> </ul>						
- l'utilisation des appareils de distribution de gaz inflammables liquéfiés est assurée par un agent d'exploitation (sauf cas d'exploitation en libre-service) ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en raison d'exploitation en libre-service.	
- la distribution nautique de gaz inflammables liquéfiés en libre-service est interdite ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de distribution nautique sur l'installation contrôlée.	
- en cas d'exploitation en libre-service, possibilité d'intervention d'un agent d'exploitation ou de la société spécialisée en cas d'alarme ;	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
- en cas d'exploitation en libre-service, présence d'un dispositif permettant d'alerter l'agent d'exploitation ou la société de télésurveillance.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

CONSTAT						
Rubrique 1414	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
<p><b>4. Risques</b></p> <p><b>4.2. Moyens de secours contre l'incendie</b></p> <p><b>a)</b> L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, dans le cas des installations sans surveillance) ;</li> <li>- sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique ou sonore ;</li> <li>- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs ;</li> <li>- de deux extincteurs à poudre polyvalente homologués 21 A233 B et C situés à moins de 20 mètres des appareils de distribution, pour chaque groupe d'appareils comprenant de un à trois appareils. Ces extincteurs peuvent être pris en compte pour la protection du stockage si la distance entre celui-ci et les extincteurs est au plus égale à vingt mètres ;</li> <li>- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B ;</li> <li>- pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;</li> <li>- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;</li> <li>- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale antifeu.</li> </ul> <p><b>b)</b> A l'exclusion des installations situées sur le même site qu'une installation relevant de la rubrique 1435 régulièrement mise en service avant le 17 avril 2010, les installations nouvelles de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés et associées à au moins un réservoir aérien de gaz inflammables liquéfiés sont dotées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (prise d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, d'un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures, situé à moins de 200 mètres de l'installation ;</li> <li>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (prise d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 100 mètres de l'installation. Ces appareils peuvent être confondus, dès lors que celui ou ceux situés à moins de 100 mètres respectent le débit minimal exigé durant deux heures.</li> </ul> <p>Les installations associées uniquement à un ou plusieurs réservoirs enterrés sont dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (prise d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé situés à moins de 200 mètres de l'installation.</li> </ul> <p>A défaut, une réserve d'eau, propre au site, et destinée à l'extinction, est accessible en toutes circonstances. Elle aura recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>Ces prescriptions ne s'appliquent pas aux installations privatives de distribution.</p> <p><b>c)</b> Les installations fonctionnant en libre-service sans surveillance sont équipées de dispositifs automatiques fixes de lutte contre l'incendie et de fermeture des électrovannes situées sur les tuyauteries d'alimentation en gaz inflammables liquéfiés permettant d'isoler totalement le circuit de distribution et la tuyauterie de distribution du réservoir de stockage. Le déclenchement du dispositif de lutte fixe contre l'incendie entraîne obligatoirement la fermeture des électrovannes.</p> <p>Une vanne située au plus près du réservoir doit pouvoir être fermée manuellement. Elle est d'accès facile pour la personne en charge de la surveillance, les services de secours et le fournisseur de gaz.</p> <p>Une commande de mise en oeuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique fixe de lutte contre l'incendie et de fermeture automatique des électrovannes. Cette commande est installée en dehors de l'aire de remplissage, en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à toute autre personne.</p> <p>Cette commande engendre la fermeture de l'électrovanne située en amont du flexible de remplissage et de l'électrovanne située en aval du stockage. Le système de fermeture manuelle de chacune de ces deux vannes est clairement identifié par un écriteau.</p> <p><b>d)</b> Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p> <p>Le personnel est formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>Dans le cas d'une installation en libre-service sans surveillance, la mise en service du dispositif automatique de lutte fixe contre l'incendie et de fermeture des électrovannes est retransmise afin d'aviser une personne nommément désignée. La remise en service de l'installation ne peut se faire qu'après constat de l'absence de risque et de retour aux conditions normales d'exploitation par le responsable.</p>						

CONSTAT						
Rubrique 1414	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
- présence et accessibilité des dispositifs énumérés aux points A à C ci-dessus (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présence des rapports d'entretien et de vérification annuels (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
<b>4.3. Localisation des risques</b>						
L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.						
- présentation du document de recensement	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
- affichage de la signalétique risque.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
<b>4.7. Consignes de sécurité</b>						
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 ;</li> <li>- l'obligation du "permis d'intervention" ou du "permis de feu" pour les parties de l'installation visées au point 4.3 ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant du gaz inflammable sous forme liquide ou gazeuse ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- les mesures de sécurité à respecter (en particulier l'interdiction de stocker des matières inflammables autres que celles qui sont prévues dans les parties de l'installation visées au point 4.3.).</li> </ul> <p>Les prescriptions à observer par le client de l'installation sont affichées soit en caractère lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'appareil de distribution. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de fumer ;</li> <li>- l'interdiction d'utiliser des téléphones cellulaires ;</li> <li>- l'obligation d'arrêter le moteur et de couper le contact du véhicule ;</li> <li>- l'interdiction de remplir des réservoirs mobiles ;</li> <li>- l'interdiction de procéder lui-même au remplissage du véhicule.</li> </ul> <p>S'agissant des installations en libre-service, à l'exception du dernier tiret, ces consignes de sécurité sont affichées à l'attention du client et transmises, le cas échéant, à la personne nommément désignée.</p> <p>Le préposé à l'exploitation est en mesure de rappeler à tout moment aux usagers les consignes de sécurité.</p>						
- affichage des consignes de sécurité	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucune consigne de sécurité ne nous a été présentée.	ANC 1

CONSTAT						
Rubrique 1414	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
<b>4.8. Consignes d'exploitation</b>  Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - les modes opératoires ; - la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage.  Les consignes d'exploitation prévoient notamment l'obligation pour l'agent d'exploitation, avant de fermer la station, de couper l'alimentation électrique générale de la station ou de l'ensemble des installations destinées à la distribution du gaz inflammable liquéfié (mise en sécurité) et de fermer les robinets d'isolement du ou des réservoirs de stockage par rapport à l'installation de distribution.  Dans le cas d'une exploitation en libre-service, le mode opératoire est affiché à l'attention des personnes qui effectuent le remplissage. Il reprend, notamment, les indications suivantes reportées dans l'ordre chronologique propre à la station : - branchement du raccord d'extrémité du flexible (pistolet) ; - actionnement du dispositif « homme mort » ; - débranchement du pistolet.						
- présentation des consignes d'exploitation.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucune consigne d'exploitation ne nous a été présentée	ANC 2
<b>4.9.3. Flexible d'alimentation</b>  Le flexible comporte : - un raccord cassant à l'une de ses extrémités ; - un raccord déboîtable destiné à se détacher en cas de traction anormale sur le flexible ; - en amont et en aval des points faibles précités, un dispositif automatique qui, en cas de rupture, arrête le débit en amont et empêche la vidange à l'air libre du produit contenu en aval.  Le pistolet est muni d'un dispositif automatique qui, lors du remplissage, interdit le débit si le pistolet n'est pas raccordé à l'orifice de remplissage du réservoir du véhicule.  Le flexible est conçu et contrôlé conformément à la norme NF EN 1762, édition de mai 2004, ou, pour les installations antérieures à cette date, l'édition en vigueur le jour de la déclaration. Sa longueur est inférieure ou égale à 5 mètres, et son volume intérieur est inférieur ou égal à 0,65 litre, sauf dans le cas de la distribution nautique, où sa longueur maximum est de 8 mètres et son volume intérieur inférieur ou égal à 1,04 litres. Un dispositif approprié empêche que celui-ci ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol, et, dans le cas de la distribution nautique, qu'il ne puisse se trouver comprimé entre le bateau et la berge ou le ponton (interposition de pneus, bouées, etc.). Le flexible est changé après toute dégradation.  Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Les flexibles sont équipés de dispositifs de manière qu'ils ne traînent pas sur l'aire de remplissage.  Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.						
- état et date de remplacement des flexibles (le non-respect de ce point relève d'une nonconformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- non-frottement au sol de flexibles (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présence des rapports d'entretien.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les rapports d'entretien des flexibles ne nous ont pas été présentés.	ANC 3

CONSTAT						
Rubrique 1414	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
<b>4.9.6. Prestations complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre-service</b>						
<p>L'appareil de distribution est équipé d'un dispositif d'arrêt d'urgence à proximité de l'appareil, permettant d'alerter instantanément l'agent d'exploitation et de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammable liquéfié, assurant ainsi leur mise en sécurité.</p> <p>L'agent d'exploitation peut commander à tout moment, depuis un point de contrôle de la station, le fonctionnement de l'appareil de distribution.</p>						
- présence du dispositif d'arrêt d'urgence (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
<b>4.9.7. Prescriptions complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance sur site</b>						
<p>L'appareil de distribution est équipé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil et permettant d'alerter instantanément la personne nommément désignée et de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammables liquéfiés, assurant ainsi leur mise en sécurité ;</li> <li>- d'un système de détection de gaz installé de manière à pouvoir détecter toute fuite de gaz dans les meilleurs délais. En cas de détection de gaz inflammable à une concentration supérieure à 20 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), les détecteurs entraînent automatiquement l'arrêt des pompes, la fermeture des électrovannes permettant d'isoler le circuit de distribution et la tuyauterie de distribution et déclenchent une alarme sonore ou lumineuse. La mise en défaut des détecteurs entraîne également la mise en sécurité de l'installation ;</li> <li>- d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne nommément désignée de l'installation.</li> </ul> <p>Le déclenchement de ces dispositifs permet d'alerter instantanément la personne nommément désignée, de déclencher une alarme sonore et de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammables liquéfiés assurant ainsi leur mise en sécurité.</p> <p>Une commande de mise en oeuvre manuelle d'accès facile double le dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en gaz de l'installation de distribution. Cette commande est installée en dehors de l'aire de remplissage, en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à toute autre personne. Cette commande engendre la fermeture de l'électrovanne située en amont du flexible de remplissage et de l'électrovanne située en aval du stockage.</p> <p>La remise en service de l'installation ne peut se faire qu'après constat de l'absence de risque et de retour aux conditions normales d'exploitation par le responsable.</p>						
- présence du dispositif d'arrêt d'urgence prévu par l'article (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence d'exploitation en libre-service sans surveillance sur le site contrôlé.	
- présence du système de détection de gaz prévu par l'article (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence d'exploitation en libre-service sans surveillance sur le site contrôlé.	
- présence du dispositif de communication (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence d'exploitation en libre-service sans surveillance sur le site contrôlé.	
- présence et positionnement du dispositif de commande de fermeture manuelle prévu par l'article (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence d'exploitation en libre-service sans surveillance sur le site contrôlé.	
- présence de l'écriteau localisant précisément la commande du système de fermeture.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence d'exploitation en libre-service sans surveillance sur le site contrôlé.	



CONSTAT						
Rubrique 1414	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
<b>4.9.8. Contrôle des équipements de sécurité relatifs aux gaz inflammables liquéfiés</b>						
<p>Sous la responsabilité de l'exploitant, le fonctionnement de tous les équipements de sécurité fait l'objet d'une vérification au moins annuelle.</p> <p>Par ailleurs, un contrôle visuel de l'ensemble des installations aériennes liées à la distribution de gaz inflammable liquéfié est mené régulièrement et au moins une fois par mois, pour s'assurer notamment de l'absence de corrosion sur les équipements et du bon état général des flexibles et des pistolets.</p> <p>Ces contrôles sont consignés dans un livret tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>						
- présence des rapports d'entretien.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les rapports d'entretien des équipements de sécurité relatifs aux gaz inflammables liquéfiés ne nous ont pas été présentés	ANC 4



# DESCRIPTION DES NON-CONFORMITES

SYNTHESE DES NON CONFORMITES	
Non conformités constatées	
Points sur lesquels des mesures correctives ou préventives doivent être mises en œuvre	
N° NCM	Non-conformités majeures <sup>(1)</sup> constatées
	L'arrêté ministériel, objet du présent contrôle, définit les non-conformités majeures : oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
1	2.7.2 : Le justificatif d'essais du dispositif de coupure générale ne nous a pas été présenté. Coupure non autorisée
N° ANC	Autres non-conformités constatées
1	4.7 : Aucune consigne de sécurité ne nous a été présentée.
2	4.8 : Aucune consigne d'exploitation ne nous a été présentée
3	4.9.3 : Les rapports d'entretien des flexibles ne nous ont pas été présentés.
4	4.9.8 : Les rapports d'entretien des équipements de sécurité relatifs aux gaz inflammables liquéfiés ne nous ont pas été présentés

(1) au sens de l'arrêté ministériel contrôlé

## En cas de constat(s) de non-conformité majeure :

Date limite pour la remise de l'échéancier de mise en conformité	<u>04/11/18</u>	Date limite pour la sollicitation du contrôle complémentaire	<u>04/08/2019</u>
--	-----------------	--	-------------------

## Prochain contrôle périodique :

Date limite pour le prochain contrôle périodique	17/05/2023
--	------------

# CONTROLE COMPLEMENTAIRE

SYNTHESE DU CONTROLE COMPLEMENTAIRE		
N° NCM	Non-conformités faisant l'objet du contrôle complémentaire	
1	<p><del>2.7:</del>  <del>Le justificatif d'essais du dispositif de coupure générale ne nous a pas été présenté.</del>  Coupure non autorisée</p>	Soldée <input checked="" type="checkbox"/> Maintenue <input type="checkbox"/>
		Soldée <input type="checkbox"/> Maintenue <input type="checkbox"/>
		Soldée <input type="checkbox"/> Maintenue <input type="checkbox"/>

## Conclusion

L'ensemble des non conformités majeures constatées lors du contrôle périodique du 03/10/2019 sont levées

# ANNEXES

## LISTE DES DOCUMENTS PRESENTES

**Tableau récapitulatif**

Référence	Version	Titre	Nb pages
	29/12/2008	Arrêté préfectoral d'autorisation	23
		Lettre de demande d'antériorité	
1891_ZONAGE ATEX-v1	26/07/2012	Dossier ATEX	76
		Fiches de données de sécurités	
1891	18/05/2011	Plan de localisation des risques	1
1891	18/05/2011	Plan hydrocarbures	1
	09/05/17	Contrôle annuel des détecteurs de fuites	1
	25/04/2017	Rapport d'essai RV2	2
0558746601701	18/05/2017	Rapport de contrôle des installations électriques	12
	11/09/2017	Rapport défense incendie	7
	23/02/2017	Rapport de vérification extincteur	4
	27/04/2017	Rapport de vérification extincteur	2
	13/07/2017	Rapport de maintenance SSi	5

	11/12/2014	Rapport de contrôle des détecteurs de fuite. Société Mesure process	5
	17/05/18	Rapport de test de coupure électrique générale. Société Castres Equipement FR/CEI/4. Coupure non autorisée	3

# Copie de la demande écrite de l'exploitant

(Facsimilé de la demande)

Site id	Nom d'usage	Adresse	Ville	CP	Dept	réceptionné / arrêté	date du réceptionné ou arrêté	date de demande d'autorisation	1414	4718	4734	1435	nb de rubriques	WO 2018
FR/0054	HALLIGNICOURT SUD (Paris-Nancy)	HALLIGNICOURT, RN 4-PARIS NANCY, (Amiante) (RN4 / RTE DE VITRY), (ZIP: 52100) - FRANCE	HALLIGNICOURT	52100	52	réceptionné	07/12/2006	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745571
FR/0252	PARCE EST (Angers-Le Mans)	PARCE, A11 - SENS ANGERS - LE MANS, (A11 / AIRE EST DE PARCÉ), (ZIP: 72300) - FRANCE	PARCE SUR SARTHE	72300	72	réceptionné	28/09/1999	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745581
FR/0320	HALLIGNICOURT NORD (Nancy-Paris)	SAINT DIZIER, HALLIGNICOURT-ST DIZIER-RN4, (RN4 / RTE DE VITRY), (ZIP: 52100) - FRANCE	HALLIGNICOURT	52100	52	réceptionné	03/09/2009	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745583
FR/0595	REIMS	REIMS, (RN44 / RTE DE CHALONS), (ZIP: 51100) - FRANCE	REIMS	51100	51	réceptionné	15/02/1999	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745585
FR/0634	MONTEILMAR (VL)	ALLAN, AUT A 7 - MALATAVERNE, (A7 / AIRE EST DE MONTEILMAR/MALATAVERNE), (ZIP: 26200) - FRANCE	ALLAN	26200	26	arrêté	15/07/2014	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745587
FR/0863	LES SALLES	LES SALLES, (A72 / AIRE DU HAUT FOREZ SUD), (ZIP: 42440) - FRANCE	LES SALLES	42440	42	réceptionné	08/11/1991	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745591
FR/1115	BOSGOUET	BOSGOUET, (A13 / AIRE DE BOSGOUET), (ZIP: 27310) - FRANCE	BOSGOUET	27310	27	réceptionné	26/04/1988	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745594
FR/1176	VELIZY VILLACOUBLAY	VELIZY-VILLACOUBLAY, (RN118 / VAL DE GRACE), (ZIP: 78140) - FRANCE	VELIZY-VILLACOUBLAY	78140	78	réceptionné	25/08/2004	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745596
FR/1211	BONNEVILLE SUD	BONNEVILLE, AUT A 40 BLANCHE, (amiante) (A40 / AIRE DE PONCHY), (ZIP: 74130) - FRANCE	Bonneville	74130	74	receptionné	29/07/1998	21/01/2016	DC	NC	NC	DC	2	1007745597
FR/1222	BLOIS VILLERBON	VILLERBON, BLOIS VILLERBON, (A10 / AIRE DE BLOIS), (ZIP: 41000) - FRANCE	VILLERBON	41000	41	arrêté	28/12/2000	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745599
FR/1349	ST MICHEL DE RIEUFRET	ST-MICHEL DE RIEUFRET, (A62 / AIRE DES LANDES), (ZIP: 33720) - FRANCE	ST MICHEL DE RIEUFRET	33720	33	réceptionné	21/04/2010	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745602
FR/1384	SACLAY	SACLAY, (AUTOROUTE 118), (ZIP: 91400) - FRANCE	SACLAY	91400	91	réceptionné	01/09/2000	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745604
FR/1388	COMPANS	COMPANS, (RTE DÉPARTEMENTALE 212), (ZIP: 77290) - FRANCE	COMPANS	77290	77	réceptionné	03/11/2009	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745606
FR/1437	VRIGNY	VRIGNY, (A4 / AIRE DE VRIGNY), (ZIP: 51390) - FRANCE	VRIGNY	51390	51	réceptionné	18/11/1998	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745607
FR/1562	MOUGINS	MOUGINS, (A8 / AIRE DE BREGUIÈRES NORD), (ZIP: 06250) - FRANCE	MOUGINS	6250	6	arrêté E	09/11/2012	-	NC	NC	DC	DC	2	1007745608
FR/1621	MARDIE	MARDIE, (RN60 / AIRE DES GRILLONS), (ZIP: 45430) - FRANCE	MARDIE	45430	45	réceptionné	14/10/2004	04/04/2011	DC	NC	NC	DC	2	1007745609
FR/1700	SAINT MAURICE LA SOUTERRAINE	SAINT MAURICE, LA SOUTERRAINE, (Amiante) (LA CROISIÈRE), (ZIP: 23300) - FRANCE	ST MAURICE LA SOUTER	23300	23	réceptionné	23/09/2004	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745610
FR/1787	MONTEILMAR (PL)	ALLAN, ALLAN - PL - A 7 - MALATAVERNE, (A7 / AIRE DE MONTEILMAR), (ZIP: 26280) - FRANCE	ALLAN	26280	26	réceptionné	21/07/2009	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745616
FR/1790	SOMMESOUS - SOMPUIS	SOMPUIS, (A26 / AIRE DE SOMMESOUS), (ZIP: 51320) - FRANCE	SOMMESOUS	51320	51	réceptionné	08/10/1991	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745617
FR/1891	BOSC-MESNIL - MAUCOMBLE	BOSC-MESNIL, (A28 / AIRE DE MAUCOMBLE), (ZIP: 76680) - FRANCE	BOSC-MESNIL	76680	76	arrêté	29/12/2008	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745618
FR/1920	TREILLIERES	TREILLIERES, AUT A 821 - RTE NAT 1, (A821 / RTE NATIONALE 137), (ZIP: 44119) - FRANCE	TREILLIERES	44119	44	réceptionné	31/08/1992 st	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745619
FR/1953	LORLANGES	ARVANT, (A75 / AIRE LAFAYETTE LORLANGES), (ZIP: 43360) - FRANCE	LORLANGES	43360	43	réceptionné	11/07/1994	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745620
FR/1955	CHAVAGNES	CHAVAGNES EN PAILLER, (A83 / AIRE DE CHAVAGNES), (ZIP: 85250) - FRANCE	CHAVAGNES EN PAILLER	85250	85	réceptionné	29/09/2009	04/04/2011	DC	NC	NC	DC	2	1007745621
FR/1988	PLOERMEL	PLOERMEL, (RN24 / Aire de Broceliande), (ZIP: 56800) - FRANCE	PLOERMEL	56800	56	réceptionné	19/10/2009	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745622
FR/2096	CHASSE SUR RHONE	CHASSES SUR RHONE, SMA SAS CHASSE/RHONE, (ZI DU LINON), (ZIP: 38670) - FRANCE	CHASSE SUR RHONE	38670	38	réceptionné	22/03/1996	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745623
FR/2141	LONGUE JUMELLES - COUAILLE	LONGUE JUMELLES, (A85 / LA COUAILLE), (ZIP: 49190) - FRANCE	LONGUE JUMELLES	49190	49	réceptionné	11/06/2010	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745624
FR/2142	LONGUE JUMELLES - COSSONNIÈRES	LONGUE JUMELLES, A85 - COSSONI, (A85 / AIRE NORD DES COSSONNIÈRES), (ZIP: 49190) - FRANCE	LONGUE JUMELLES	49190	49	réceptionné	11/06/2010	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745625
FR/2156	CALAIS - UDG	CALAIS, (RUE DES GARENNES / ZI DES DUNES), (ZIP: 62100) - FRANCE	CALAIS	62100	62	réceptionné	27/10/1999	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745626
FR/2157	SARAN - ORLEANS	SARAN, SMA SAS, (PARC D'ACTIVITÉ D'ORMES), (ZIP: 45770) - FRANCE	SARAN	45770	45	réceptionné	12/11/1996	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745627
FR/2194	VELLES	VELLES/CHATEAUROUX, (A20 / AIRE DU VAL DE L'INDRE), (ZIP: 36330) - FRANCE	VELLES	36330	36	réceptionné	21/02/1997 st	04/04/2011	DC	NC	NC	DC	2	1007745628
FR/2274	LE FRENEY	LE FRENEY, (A43 / AUTOPORT DU FRÉJUS), (ZIP: 73500) - FRANCE	LE FRENEY	73500	73	réceptionné	25/02/2003	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745629
FR/2308	CAPENS - VOLVESTRE	CAPENS, (A64 / AIRE DE VOLVESTRE), (ZIP: 31410) - FRANCE	CAPENS	31410	31	réceptionné	26/11/1997	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745630
FR/2310	CAPENS - GARONNE	CAPENS, (A64 / AIRE DE GARONNE), (ZIP: 31410) - FRANCE	CAPENS	31410	31	réceptionné	26/11/1997	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745631
FR/2344	RUFFEC	RUFFEC, EST - RTE N 10, (RN10 / AIRE DES EGLANTIERES), (ZIP: 16700) - FRANCE	RUFFEC	16700	16	réceptionné	18/02/1997 st	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745632
FR/2482	SAILLY FLIBEAUCOURT - BAIE DE SOMME	SAILLY FLIBEAUCOURT, (A16 / AIRE DE LA BAIE DE SOMME), (ZIP: 80970) - FRANCE	SAILLY FLIBEAUCOURT	80970	80	réceptionné	28/01/1998	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745633
FR/2511	REICHSTETT	REICHSTETT, (RTE D37), (ZIP: 67116) - FRANCE	REICHSTETT	67116	67	réceptionné	19/02/1998	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745634
FR/2528	ST SULPICE - BOISMANDE	ST SULPICE LES FEUILLES, (A20 / AIRE DE BOISMANDE), (ZIP: 87250) - FRANCE	SAINT SULPICE LES FEUI	87250	87	réceptionné	13/07/1999	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745635
FR/2533	BEZIERS SUD - SERVIAN	SERVIAN, (A9 / AIRE SUD DE MONTBLANC), (ZIP: 34290) - FRANCE	SERVIAN	34290	34	réceptionné	18/09/2007	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745636
FR/2543	TOULON SUR ALLIER	TOULON SUR ALLIER, (ROUTE NATIONALE 7), (ZIP: 03286) - FRANCE	TOULON SUR ALLIER	3286	3	réceptionné	22/10/1998	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745637
FR/2745	SAINT HILAIRE	SAINT-HILAIRE-COTTES, (A26 / AIRE DE SAINT-HILAIRE), (ZIP: 62120) - FRANCE	SAINT HILAIRE	62120	62	réceptionné	29/09/2009	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745638
FR/2746	PARCE OUEST (Le Mans-Angers)	PARCE / SARTHE, AUT A11 SENS LE MANS - ANGERS, (A11 / AIRE OUEST DE PARCÉ), (ZIP: 72300) - FRANCE	PARCE	72300	72	réceptionné	14/06/1993 st	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745639